

JEAN-CLAUDE MICHÉA

Peuple, *people*, populismes

Entretien réalisé par Sébastien Lapaque
pour la *Revue des Deux Mondes*, avril 2017

Revue des Deux Mondes – Vos travaux sur l’abandon des classes populaires par la gauche ont suscité des objections. La plus fréquente d’entre elles : le peuple dont vous vous faites le témoin n’existerait plus. Comment répondez-vous à cela ?

Jean-Claude Michéa – L’idée que le peuple « n’existe plus » – aujourd’hui très répandue chez ces « sociologues » de gauche qui ne savent plus raisonner qu’en termes de « minorités » – est parfaitement surréaliste. C’est un peu, toutes proportions gardées, comme si des sénateurs de la Rome impériale avaient osé soutenir qu’il n’existait plus d’esclaves sous le règne bienveillant de Marc Aurèle ! En réalité, le « peuple » – au sens où ce mot figurait, il y a quelques décennies encore, au cœur de toutes les analyses révolutionnaires – n’a évidemment jamais disparu. Il est tout simplement devenu invisible pour la plupart des intellectuels de la classe dominante (qui confondent du reste en permanence le « peuple » comme catégorie sociologique et le « peuple » comme sujet politique à unifier dans le cadre d’une politique d’alliance de classes). À cela deux raisons essentielles.

La première est celle que le géographe Christophe Guilluy a largement contribué à mettre en évidence (ce qui explique tous les contre-feux régulièrement allumés par les médias de gauche et la sociologie d’État pour discréditer

ses travaux). Contrairement, en effet, à ce qui se passait au XIX^e siècle, où une coexistence spatiale relative des élites, de leurs domestiques et des classes laborieuses – Paris comptait alors de très nombreuses usines – pouvait s’observer jusque dans la structure des immeubles (avec, notamment, les chambres de bonne et les entresols), la ségrégation spatiale induite par la dynamique capitaliste entre la France des quinze grands pôles métropolitains et la France « périphérique » a atteint aujourd’hui un tel degré que les classes populaires – elles-mêmes évidemment toujours aussi hétérogènes et plurielles – ont presque entièrement disparu du champ de vision de l’élite et des nouvelles classes moyennes (et le remplacement programmé des caissières de supermarché par des systèmes automatisés ne va évidemment pas arranger les choses!).

Dans leur vie quotidienne, ces catégories sociales privilégiées – qui pratiquent désormais de plus en plus, à l’image du monde des médias et du show-biz, un « entresoi » de bon aloi – n’ont donc presque plus jamais affaire aux classes « subalternes » – qui représentent pourtant la majorité du corps social – sinon, bien sûr, à travers les seuls immigrés travaillant à leur service (femmes de ménage, nounous, dealers, etc.) et qui sont majoritairement concentrés dans les « banlieues » des grandes métropoles. Banlieues qui, étant elles-mêmes incluses dans le système de la mondialisation – d’où, entre autres, le fort taux de mobilité qui les caractérise –, bénéficient encore, malgré leur statut notoirement défavorisé, d’un certain nombre d’avantages pratiques et matériels dont les habitants des zones rurales abandonnées n’osent même plus rêver.

L’autre raison tient à la nature même de la globalisation capitaliste. Celle-ci conduit logiquement, en effet, à favoriser une nouvelle division mondiale du travail. Dans cette optique libérale – dont Jacques Delors aura été l’un des idéologues les plus fanatiques –, le Brésil devait devenir la « ferme du monde », l’Inde le « bureau du monde » et

la Chine « l'usine du monde » (l'Europe se réservant modestement, quant à elle, le rôle de « cerveau du monde », voué à la recherche scientifique et à l'« innovation technologique »). À tel point que Slavoj Žižek a pu faire observer avec humour que la mondialisation libérale avait donc réalisé à sa manière le rêve de Mao : faire de la Chine le premier État ouvrier du monde !

Si l'on ajoute à cela qu'une grande partie des activités industrielles les plus toxiques et les plus polluantes ont été systématiquement délocalisées dans les pays les plus pauvres de la planète, on comprend alors mieux pour quelles raisons les classes réellement productives – celles sur lesquelles repose tout le poids de la pyramide capitaliste – ont logiquement fini par disparaître des écrans radar de ces intellectuels de métier qui théorisent depuis leurs tours d'ivoire universitaires leur supposée « disparition ».

Revue des Deux Mondes – Suivez-vous Christophe Guilluy lorsqu'il observe, dans *Le Crépuscule de la France d'en haut*, un « marronnage des classes populaires » – en référence aux esclaves en fuite des Amériques – qui réinventeraient, loin des maîtres du monde, des modes de vie alternatifs à la société libérale ?

Jean-Claude Michéa – C'est assurément l'un des aspects les plus novateurs du livre de Guilluy. Quand la logique de l'accumulation du capital (et donc du « développement inégal ») conduit à faire l'impasse sur des territoires entiers d'un pays, les hommes et les femmes qui peuplent ces angles morts du système libéral n'ont plus d'autre choix, s'ils veulent survivre collectivement, que de faire preuve d'autonomie et de coopération. Autrement dit, de réactiver à leur manière les principes mêmes de l'idéal socialiste originel (et de ce point de vue, un mouvement réellement émancipateur a donc beaucoup plus de chances de trouver son point de départ politique le plus

cohérent dans la France périphérique que dans celle des grandes métropoles).

C'est ce qu'on pourrait appeler le « symptôme de Detroit ». Lorsque cette ville est passée de 2 millions d'habitants à 700 000 – conséquence de la fermeture des grands sites industriels – on a vu ainsi fleurir très vite un nombre impressionnant d'initiatives populaires (comme les potagers urbains ou les entreprises autogérées), toutes destinées à recréer les conditions minimales d'une vie commune autonome. Vivant moi-même dans une zone rurale désertifiée de la « diagonale du vide », j'ai eu tout le loisir de vérifier au quotidien la justesse des analyses de Guilly. Il y a quelques décennies encore, le village où j'habite possédait sa propre gare ainsi que plusieurs commerces et échoppes d'artisans (il y avait même un salon de coiffure !). Aujourd'hui, la gare est fermée et tous ces commerces ont disparu – les banques refusant d'ailleurs presque toujours d'accorder le moindre prêt à tous ceux qui auraient le projet « non rentable » de les faire revivre. Même le dernier café du village – lieu par excellence de la socialité quotidienne – a dû fermer ses portes ! Et quand vous savez que la première épicerie se situe désormais à 7 km et le premier hôpital à 20 km (et que, par ailleurs, les transports en commun sont devenus très rares et les communications téléphoniques aléatoires) vous imaginez sans peine les nombreux problèmes auxquels les habitants de ce village – notamment les plus âgés – se trouvent quotidiennement confrontés. Si néanmoins cette petite commune landaise, dont la principale richesse reste la beauté de son environnement naturel, peut encore résister de façon si efficace à un tel traitement de choc libéral, c'est donc bien, à l'évidence, grâce aux efforts de sa municipalité et, plus encore, aux pratiques traditionnelles d'entraide de ses habitants (et notamment à cette *common decency* qui fait tellement rire les sociologues d'État et les journalistes de *Politis* ou de *Libération*) : structures de covoiturage bénévole, organi-

sation des paysans et des éleveurs en coopérative, développement des activités visant à maintenir le lien social (les chasseurs jouant de ce point de vue un rôle culturel très important), etc. Il y a, du reste, un symptôme qui m'a tout de suite frappé. Ici, pour acheter la moindre revue ou le moindre journal, il faut parcourir des kilomètres. Mais on trouve cependant presque partout *Fakir* ou *La Décroissance*, y compris dans les quelques supérettes de la région. Quand je vivais à Montpellier – métropole de gauche s'il en est –, je peux vous affirmer que c'était loin d'être le cas!

Revue des Deux Mondes – Au sein des populations immigrées, on observe un attachement fort aux valeurs traditionnelles (respect des anciens, entraide familiale, fêtes religieuses). Peut-on voir dans cette résistance à l'individualisme l'origine de la méfiance jalouse des couches sociales privées de leur culture populaire?

Jean-Claude Michéa – Ma belle-famille étant asiatique, je ne risque évidemment pas de vous contredire sur le premier point! Pour autant, il convient de préciser immédiatement deux choses. D'une part, la notion de « valeurs traditionnelles » ne doit pas être prise « en bloc ». Elle peut tout aussi bien désigner, en effet, ces valeurs d'entraide communautaire et ces principes d'identité culturelle qui permettent au lien social primaire de se maintenir ou même de se développer – ce que Marcel Mauss appelait l'« esprit du don » et David Graeber le « communisme de base » – que des valeurs légitimant la domination patriarcale, la subordination des femmes et le rejet de l'étranger (je suis d'ailleurs toujours étonné par la fascination que les intellectuels de gauche éprouvent envers les « gens du voyage », alors même que la culture de ces derniers, quand on la connaît de l'intérieur, se fonde précisément sur tout ce que la gauche dénonce par ailleurs comme « réactionnaire » ou d'« extrême droite »!). D'autre part, il est évident que le

véritable clivage n'oppose pas, sur ce point précis, les populations issues de l'immigration et les populations indigènes. D'abord parce qu'une grande partie de ces dernières témoignent elles-mêmes toujours de cet « attachement fort aux valeurs traditionnelles » (il suffit de vivre dans les Landes ou au Pays basque pour le vérifier!). Et ensuite, parce que le clivage entre valeurs « communautaires » et valeurs « individualistes » (j'entends évidemment par là le seul individualisme libéral, possessif et consumériste) traverse, de nos jours, le monde des « immigrés » lui-même. C'est que le « migrant type » de l'époque néolibérale diffère désormais sur de nombreux points de ses prédécesseurs. Si on laisse de côté le problème très particulier des réfugiés de guerre, ce nouveau type de migrant – lui-même de plus en plus souvent issu des classes moyennes urbaines – se recrute essentiellement, en effet, parmi ces ressortissants des pays du Sud qui sont avant tout fascinés (séries télévisées américaines obligeant) par le mode de vie capitaliste occidental et qui n'aspirent donc, la plupart du temps, qu'à rompre définitivement les amarres avec leurs propres traditions familiales et culturelles. Je me souviens ainsi avoir été contacté, à Montpellier, par des militants de base de la Cimade que ce nouveau phénomène laissait totalement désemparés. Ils venaient juste de réussir – avec l'accord de l'administration et des habitants de plusieurs petits villages de l'arrière-pays – à procurer à des sans-papiers africains à la fois un statut légal, un logement décent et un emploi convenable, et pensaient donc avoir rempli au mieux la mission humanitaire que cet appareil associatif d'État leur avait confiée. Le problème, c'est qu'au bout de quelques semaines ces « migrants » avaient tous rompu l'engagement moral qui les liait aux habitants de ces villages et s'étaient évanouis dans la nature. Et lorsque, quelques mois plus tard, ces militants associatifs – ayant fini par en retrouver un certain nombre qui erraient sans travail et sans domicile fixe à Montpellier – les avaient interrogés

sur les raisons d'un tel comportement, ils s'étaient entendu répondre, entre deux éclats de rire : « On n'a quand même pas quitté l'Afrique pour venir vivre chez les ploucs ! » Comme vous le voyez, la véritable ligne de démarcation – sur cette question précise de la culture populaire – passe donc d'abord entre ceux, qu'ils soient d'origine immigrée ou indigène, qui accordent encore une place centrale aux principes de solidarité familiale, d'entraide entre voisins et de décence commune (que ces principes trouvent leur point d'appui premier dans une culture religieuse ou non) et ceux qui ont déjà pleinement intégré dans leur vie quotidienne tous les principes de l'égoïsme « rationnel » et de l'idéal consumériste (c'est par exemple le cas typique de la minorité délinquante des « cités »).

Et si l'on admet par ailleurs, avec Josiah Royce, que « seul celui qui a des coutumes peut comprendre les coutumes d'un autre », on peut donc demeurer encore raisonnablement optimiste quant à la possibilité de rassembler un jour la majorité des classes populaires, toutes origines ethniques confondues, sur un programme de rupture avec cette logique libérale « axiologiquement neutre » qui conduit en permanence à noyer leur identité culturelle et leur mode de vie spécifique dans les « eaux glacées du calcul égoïste » (pour reprendre l'expression de Karl Marx).

Revue des Deux Mondes – Selon vous, il ne faudrait donc pas avoir la naïveté de regarder tout réfugié originaire d'un pays du Sud comme un individu enraciné dans des traditions précapitalistes, partisan d'une société personnaliste ?

Jean-Claude Michéa – C'est toute la différence avec les anciennes vagues d'immigration. Pour ne prendre qu'un exemple, les exilés républicains espagnols entendaient généralement prendre immédiatement leur place aux côtés des travailleurs français dans leur lutte contre le système capitaliste. Bien rares sont en revanche, parmi les réfugiés

« politiques » d'aujourd'hui, ceux qui apparaissent encore animés par un tel idéal anticapitaliste et qui désireraient, par exemple, rejoindre dès leur arrivée en France le combat des objecteurs de croissance ! C'est ce qu'Angela Merkel avait, du reste, très bien compris en organisant cyniquement la venue en Allemagne d'un million de réfugiés syriens, chiffre qui correspondait miraculeusement aux demandes que formulait depuis des années le grand patronat d'outre-Rhin dans le but d'exercer une pression encore plus grande sur le salaire déjà très bas des travailleurs allemands (un point que les médias officiels se sont évidemment bien gardés de rappeler). Et au vu de la façon ignoble dont « Mama Merkel » avait, quelques mois plus tôt, décidé de traiter le peuple grec, il y a effectivement de quoi s'interroger sur la sincérité de ses convictions « humanitaires » !

Revue des Deux Mondes – À propos du remplacement de la tradition par la mode, quelle est la fonction des people ? L'exhibition des vedettes par le divertissement n'est-elle pas un habile moyen de faire oublier au peuple sa relégation ?

Jean-Claude Michéa – La « société du spectacle » – même si elle trouve dans la dynamique du capital les conditions les plus propices à son développement intégral – ne constitue évidemment pas un phénomène totalement nouveau. Toutes les sociétés fondées sur la domination de classe ont connu un équivalent spécifique du *panem et circenses* romain. Il convient cependant de préciser ici deux choses. D'une part, il ne faut pas confondre la culture populaire – qui procède presque toujours d'en bas (ou éventuellement d'une réappropriation par ceux d'en bas d'une forme de culture plus « haute ») – et cette « culture de masse » que diffuse en permanence l'industrie du divertissement et de la mode (culture de masse qui constitue en effet un rouage décisif du *soft power* libéral). Une chose est la culture taurine espagnole ou le gospel afro-américain,

autre chose est Cyril Hanouna ! Naturellement, ces deux formes de culture sont en interaction constante et peuvent donner lieu à toutes les formes d'hybridation possibles. On le voit par exemple très bien dans le cas du football, dont l'essence populaire se voit chaque jour un peu plus compromise par son inscription grandissante dans la logique du marché et de la culture *people*. Et d'autre part, la notion de divertissement ne doit naturellement pas être réduite à ses seules fonctions aliénantes. Le moment du plaisir, du jeu, de la plaisanterie et de la fête appartient de plein droit à toute existence humaine digne de ce nom, sauf, bien sûr, à sombrer dans cette vision élitiste et puritaine du monde dont Tertullien avait déjà posé les bases philosophiques dans son fameux *Contre les spectacles*. Comme l'écrivait par exemple George Orwell, « si un homme ne peut prendre plaisir au retour du printemps, pourquoi devrait-il être heureux dans une utopie qui allégerait le travail humain ? ». De toute évidence, une politique socialiste doit donc aussi se donner pour but de protéger les dimensions non politiques de la vie humaine, ce qui inclut ce que Simon Leys appelait le domaine de l'« éternel et du frivole ». Cela dit – et même si le monde de Cyril Hanouna est effectivement de nature à nous faire regretter celui de Guy Lux et de Mireille Mathieu, il reste qu'aujourd'hui le nerf principal de la domination idéologique de ceux d'en bas par ceux d'en haut réside toujours, à mon sens, dans cette omniprésente industrie de l'« information » qui revêt de plus en plus – songeons au cas extrême de France Info – des allures quasiment nord-coréennes. C'est bien, en effet, cette propagande inavouée déversée vingt-quatre heures sur vingt-quatre – sur le ton volontairement détaché du *fact checking* et de l'expertise neutre et impartiale – qui contribue de la façon la plus perverse à cette colonisation continue de l'intelligence humaine par la logique du citoyenisme marchand. Je n'emploie d'ailleurs pas cette métaphore de la « colonisation » au hasard. Savez-vous, en

effet, ce que sont devenus, au lendemain de la proclamation des indépendances, ces innombrables fonctionnaires coloniaux qui avaient pour mission de « rééduquer » les différentes populations indigènes de l'empire en leur inculquant les principes du « rationalisme » moderne et la supériorité de la civilisation occidentale ? Vous serez sans doute intéressé d'apprendre qu'une partie notable d'entre eux, à peine revenue sur le sol métropolitain, s'est aussitôt vu confier par l'État la mission de mettre les « compétences » pédagogiques, qu'ils avaient acquises au contact des populations indigènes, au service du nouveau projet de « modernisation » pompidolienne de la France des années soixante ! Ce qui revenait, en d'autres termes, à considérer les classes populaires de notre pays (c'est d'ailleurs à ce moment précis que le concept de « peuple » commence à disparaître du discours des « experts » et des politiciens) comme un ensemble de tribus sous-développées, vivant repliées sur elles-mêmes et dont les mentalités supposées archaïques devaient désormais être adaptées au plus vite aux exigences économiques, urbanistiques et culturelles de la modernité capitaliste. Que cette représentation incontestablement néocoloniale des classes populaires de la métropole ait pu, par ailleurs, être recyclée de façon aussi efficace et aussi rapide par les élites universitaires postmodernes au service de leur propre lutte contre toutes les discriminations (pensons à la figure du « beauf », alcoolique, raciste et homophobe) en dit donc certainement plus long que mille discours sur ce qu'est devenu aujourd'hui le véritable imaginaire de l'intelligentsia de gauche !

Revue des Deux Mondes – Le mot « fascisme » est presque passé de mode, c'est le terme « populisme » qui stigmatise aujourd'hui l'adversaire à abattre. Chez Christopher Lasch, que vous avez aidé à faire connaître en France, il a un tout autre sens. Trouvez-vous le moyen de faire résonner positivement ce mot « populisme » ?

Jean-Claude Michéa – Rassurez-vous! L'accusation de fascisme a encore de beaux jours devant elle! Quelle autre cible de prédilection pourrait bien en effet se donner une gauche qui a définitivement repris à son compte toutes les valeurs de ce que le libéral Karl Popper appelait la « société ouverte »? Il reste, vous avez entièrement raison sur ce point, que dans la propagande médiatique habituelle c'est effectivement surtout le terme « populisme » qui se trouve mobilisé en continu par les commentateurs pour stigmatiser la forme contemporaine du mal absolu. Bien entendu, un tel détournement du sens originel du mot ne représente en réalité qu'un simple aspect parmi d'autres de ce travail constant des *spin doctors* du monde médiatique pour mettre sans cesse à jour – dans la grande tradition de la novlangue de 1984 – le vocabulaire le plus approprié à la dissimulation des faits. Vous aurez sans doute ainsi remarqué qu'on ne dit presque plus, dans les grands médias, que les électeurs du Front national se recrutent en grande partie dans les classes populaires. Tout journaliste qui se respecte devra désormais dire que ce parti mobilise d'abord les « moins diplômés ». De même, aucun des éditorialistes préposés à la défense quotidienne du système capitaliste ne reconnaîtra ouvertement que le premier souci d'Anne Hidalgo et de son équipe a toujours été d'empêcher les populations les plus pauvres de venir troubler l'entre-soi de la bourgeoisie parisienne. On dira au contraire qu'il s'agit seulement d'interdire l'entrée de la capitale aux véhicules les plus polluants! Quant au sens originel du mot « populisme », il ne devrait faire aucun doute pour quiconque possède encore un minimum de culture historique. Il désignait d'abord, sous la Russie tsariste, ce courant longtemps majoritaire du mouvement socialiste – que Karl Marx et Friedrich Engels tenaient, du reste, en très haute estime – qui soutenait, contre la *doxa* social-démocrate traditionnelle, que paysans, artisans et petits entrepre-

neurs avaient, en tant que tels, toute leur place dans une économie socialiste développée (ce qui conduisait donc les *narodniki* à remettre en question l'idée d'une collectivisation intégrale de l'agriculture, tout comme le futur culte léniniste de la grande industrie, du système Taylor et de la croissance illimitée). Cette falsification du sens premier du mot « populisme » est d'ailleurs relativement récente (presque personne n'aurait ainsi songé, en Mai 68, à voir dans ce terme un quasi-synonyme de fascisme !). Elle remonte pour l'essentiel au début des années quatre-vingt, c'est-à-dire au moment précis où allait définitivement triompher dans tous les médias officiels le langage du néolibéralisme (souvenons-nous ici du rôle décisif joué en 1984 par l'émission « Vive la crise ! » sous l'impulsion majeure – déjà ! – de Laurent Joffrin). Cela dit, il semble que cette manipulation lexicale soit aujourd'hui en train de perdre une partie de son efficacité (le parti Podemos ayant beaucoup contribué – à la suite du théoricien argentin Ernesto Laclau – à réhabiliter le sens véritable du mot « populisme »). Mais même si tel était le cas, on peut faire confiance aux évangélistes du système, et donc à tous les Jean-Michel Apathie du monde, pour inventer aussitôt le nouveau concept qui permettra de diaboliser de façon tout aussi efficace toute remise en question du système libéral.

Revue des Deux Mondes – Pour penser le monde que nous avons sous les yeux, nous avons la présente séquence électorale en France. Vous référant à l'historien américain Russel Jacoby, vous soulignez les contradictions des membres de la droite « qui vénèrent le marché tout en maudissant la culture qu'il engendre ». Au vu des événements récents, ce trompe-l'œil vous paraît-il encore tenable ?

Jean-Claude Michéa – La droite moderne (ce n'était évidemment pas le cas de la droite cléricale et monarchiste

du XIX^e siècle) est effectivement travaillée par une contradiction permanente et structurelle. Définitivement convertie au libéralisme économique – depuis son abandon définitif du gaullisme, matérialisé, en 1974, par l'élection de Valéry Giscard d'Estaing –, elle se trouve désormais aux avant-postes de tous les combats pour la dérégulation intégrale de l'économie de marché. Mais en même temps – du fait de la structure particulière de son électorat historique – il lui faut toujours veiller à maintenir cette rhétorique « conservatrice » qui, seule, peut encore convaincre son électorat populaire qu'elle est restée l'ultime gardienne des valeurs traditionnelles et de leur sécurité physique. Or si l'on veut bien admettre, avec Marx, que l'économie capitaliste est animée, depuis l'origine, par une dynamique modernisatrice et révolutionnaire – qui ne saurait donc accepter la moindre limite morale ou naturelle – on comprend aussitôt pourquoi cette droite néo-giscardienne se voit de plus en plus contrainte de pratiquer le grand écart. Elle doit, par exemple, souligner sans cesse son attachement à nos racines chrétiennes – ce qui inclut par définition le caractère sacré du dimanche – tout en militant simultanément, comme le premier Éric Brunet venu, pour l'ouverture dominicale de toutes les entreprises. De ce point de vue, il est certainement beaucoup plus difficile, de nos jours, d'être un libéral de droite – sauf à être schizophrène ou dépourvu de toute structure intellectuelle – qu'un libéral de gauche (une Najat Vallaud-Belkacem qui – tout comme Éric Fassin ou Alain Minc – appartient au cercle très fermé des « Young Leaders » libéraux de la French American Foundation, n'aurait évidemment aucune peine à faire carrière dans la Silicon Valley; ce qui n'est sans doute pas le cas d'une Christine Boutin!). C'est ce qui explique, entre autres, les difficultés grandissantes que rencontre aujourd'hui la droite française pour jouer sa partition de façon cohérente, difficultés qui pourraient très bien l'amener à perdre une élection présidentielle – nul ne

peut savoir, à l'instant où je parle, ce qui sortira des urnes au mois de mai – qu'elle aurait pourtant dû gagner haut la main si son candidat avait été le consensuel Alain Juppé. Les secteurs les plus modernistes du grand patronat et du monde financier ont en effet immédiatement compris qu'un François Fillon – tout comme un Donald Trump aux États-Unis – risquait de leur poser infiniment plus de problèmes (un pays prêt à s'embraser si on abolissait de façon trop brutale les dernières conquêtes sociales des classes populaires) qu'il ne pourrait réellement en résoudre (telle est sans doute la véritable origine de l'« affaire Fillon »). De là ce soutien précipité d'une partie croissante des élites économiques et médiatiques à la candidature d'Emmanuel Macron (qui ne devait pourtant, à l'origine, être activée que beaucoup plus tard) et donc à l'idée que les réformes nécessaires qu'exige la poursuite de l'aventure libérale ne peuvent plus, aujourd'hui, être mises en œuvre de façon à la fois efficace et intelligente que par un gouvernement capable de transcender les vieux clivages. Quand le capitalisme devient ainsi « pour soi » ce qu'il était « en soi » depuis toujours (ou, en termes plus simples, quand l'unité du libéralisme économique et du libéralisme culturel commence à être intégralement assumée par les cercles les plus lucides de l'élite au pouvoir), il faut donc se préparer à entrer progressivement dans l'ère des grandes coalitions citoyennes et du libéralisme intégré ; autrement dit, pour reprendre la formule de Wolfgang Streeck, dans celle du « capitalisme post-démocratique ». Pour autant, bien sûr, que le système capitaliste, tel que nous le connaissons, soit encore en mesure de prolonger pendant quelques décennies sa course programmée vers l'abîme. Ce dont on peut raisonnablement douter !

Revue des Deux Mondes – Vous ne croyez pas au mouvement de droitisation de la société française. Pour vous, il s'agirait donc plutôt de sa conversion au libéralisme ?

Jean-Claude Michéa – Le concept de « droitisation de la société » constitue l'exemple même de ces constructions journalistiques dont raffole l'intelligentsia de gauche. Vise-t-il, en effet, à décrire les transformations politiques et culturelles qui affecteraient la société française en général (pour autant que ce terme ait un sens)? Ou, au contraire, la seule évolution politique des classes dirigeantes? Ou bien encore celle des classes populaires et de la « France périphérique »? Voilà un point crucial que nos brillants sociologues laissent ordinairement dans l'ombre. Quant au fameux concept de droitisation, il ne pourrait lui-même être utilisé de façon intéressante que si l'on prenait d'abord le soin de préciser de quelle droite on entend parler. Or celle-ci, on le sait, est par définition plurielle. Elle peut tout aussi bien légitimer, par exemple, le culte de l'État absolu, comme dans le fascisme classique, que le projet d'une ubérisation intégrale de la vie, comme chez les libertariens de la Silicon Valley. Et entre les deux, bien sûr, toutes les nuances de l'arc-en-ciel libéral. Dans la mesure, toutefois, où ce concept est devenu l'un des principaux ponts aux ânes de la sociologie officielle et de ses relais médiatiques – ce qui devrait déjà inciter à la méfiance –, il est clair que nous devons envisager une tout autre hypothèse. Je crains, en effet, qu'il ne s'agisse tout simplement là que d'une énième tentative de l'intelligentsia libérale de gauche – dont on peut parfaitement comprendre, par ailleurs, qu'elle tremble aujourd'hui pour tous ses privilèges – de diaboliser la rupture de plus en plus manifeste des classes populaires avec cette neutralité axiologique constitutive de la société marchande qui conduit inévitablement celle-ci à dissoudre chaque jour un peu plus leurs identités et leurs modes de vie spécifiques (de ce point de vue, l'affaire Fillon a clairement confirmé, si besoin était, que ces classes populaires savent parfaitement faire la différence entre la logique purement procédurale du droit bourgeois – les pratiques d'optimisation fiscale des grandes entreprises

transnationales sont par exemple tout à fait légales – et les principes autrement plus exigeants de la décence commune). Bien entendu, ce désir de plus en plus affirmé des gens ordinaires – confrontés au rouleau compresseur de la dynamique capitaliste – de voir enfin les critères éthiques retrouver une place dans la vie économique, politique et culturelle du monde qui se défait sous leurs yeux n'est pas exempt d'ambiguïté. En l'absence de tout mouvement social de masse capable de le réinscrire dans une logique clairement anticapitaliste, il peut même à tout moment se voir recycler au service d'idéologies totalitaires – du fascisme classique à l'islam radical – ou encore dépourvues de toute véritable cohérence politique, comme le néo-boulangisme du Front national. Mais c'est précisément là l'éternel problème ! Si les classes populaires – dont seul un système fondé sur la coopération et le développement de l'autonomie individuelle et collective pourrait réellement permettre de prendre en charge les aspirations humaines les plus essentielles – en viennent si souvent à placer leurs derniers espoirs dans ce type de mouvement, c'est bien d'abord, en effet, parce que la gauche et les actuels moutons de l'intelligentsia (ceux dont Guy Debord soulignait déjà, en 1993, « qu'ils ne connaissent plus que trois crimes admissibles, à l'exclusion de tout le reste : racisme, antimodernisme, homophobie ») les ont délibérément sacrifiées sur l'autel de l'économie de marche et de la culture qu'elle engendre. Il serait grand temps d'en tirer les leçons. Et, si possible, avant qu'il ne soit trop tard.